

ACTUALITÉ LOCALE

Une occupation de Pôle emploi contre la réforme

MARSEILLE

Face à la réforme de l'assurance-chômage, qui va à nouveau précariser les demandeurs d'emploi, des militants de la CGT ont occupé l'agence Pôle emploi de la Belle de Mai, ce mercredi, avant d'être reçus en préfecture.

Pas de trêve des confiseurs pour les militants du mouvement social. Dès 9h du matin, plusieurs dizaines de membre de l'Union départementale (UD CGT 13) et du comité chômeurs et précaires CGT ont envahi l'agence Pôle emploi de la Belle de Mai, dans le 3^e arrondissement de Marseille. Alors que le site accueillait ses premiers usagers, de nombreux drapeaux rouges ont défilé dans l'agence. Avant l'installation de banderoles aux messages clairs : « Pour l'emploi ! Contre le chômage et la précarité » et « Non à la violence patronale ». Une action coup de poing, bien que se déroulant dans une ambiance bon enfant, qui « a pour but de dénoncer la dernière réforme de l'assurance-chômage », tonne Stéphan Dainotti, secrétaire de l'UD CGT 13, lors d'un petit briefing avant l'arrivée des militants sur site.

L'objectif est aussi de faire comprendre au gouvernement que cette réforme ne passera pas sans quelques secousses sociales. D'autant qu'il a pondu un projet de décret, à la veille de Noël et transmis aux organisations syndicales représentatives du pays prévoyant une réduction de 40% de la durée d'indemnisation lorsque le taux de chômage passe sous la barre des 6% de la population active. En clair, dans le scénario de ce décret, s'il y a peu de chômage, les chômeurs n'auraient des indemnités que pour une période plus courte qu'actuellement. Cela résume bien le projet global de réforme du gouvernement, qui doit entrer en vigueur en février : une modulation des indemnisations selon le contexte économique. « La dernière réforme est déjà un massacre, celle-là va en rajouter une couche, elle risque d'être pire pour les demandeurs car elle va beaucoup plus loin que la précédente », commente Stéphan Dainotti. Ce n'est pas



Les militants ont occupé toute la matinée l'agence Pôle emploi de la Belle de Mai avant d'être reçus en préfecture. PHOTO A.B.

Nadia, une ancienne éducatrice spécialisée, actuellement au chômage et militante CGT, qui va le contredire : « À Pôle emploi, c'est déjà très compliqué d'avoir des informations sur nos droits, encore plus d'avoir accès à un emploi. Très souvent, on est découragé par les procédures et l'absence d'humanité. Par la contrainte, ils poussent les demandeurs vers des postes précaires. »

« Des deux côtés du guichet »

Elle loue tout de même le travail des agents de Pôle emploi qui « connaissent une grosse pression et travaillent dans des conditions très dures, en manque de reconnaissance, de moyens et d'effectifs ». Car les militants insistent sur le fait que l'action se mène « des deux côtés du guichet », c'est-à-dire aussi en soutien aux travailleurs de l'agence.

Ils espèrent que les agents de l'ex-ANPE retrouvent des missions « d'accompagnement réel » et ne subissent plus une politique « de radiation ». Et tous les militants, ou presque, ont de

« Le chômage n'est pas naturel, il est organisé par le patronat pour faire pression sur les salaires »

Chloé Brocquet, Comité chômeurs et précaires CGT

quoi dire sur l'accompagnement de Pôle emploi en période de chômage. « Je suis reconnu comme travailleur handicapé car malentendant et quand j'étais au chômage, Pôle emploi m'avait proposé des postes dans les centres d'appels », glisse, désabusé, un militant. Autour de lui, ses homologues distribuent des tracts expliquant la prochaine réforme à venir aux usagers du jour. Beaucoup ne sont même pas au courant des changements à venir.

Une initiative nationale

« Cette initiative se déroule dans quatre villes de France, à Lille, Paris et Lorient. Avec celles-ci, on dénonce toutes les réformes assassines et la casse du service public de l'emploi », explique Chloé Brocquet, du comité des privés d'emplois CGT. Avant de rappeler les fondamentaux : « Le chômage n'est

36,6

Selon un rapport de l'Unédic, la part des allocataires indemnisés parmi les inscrits à Pôle emploi est de 36,6% en juin 2022. En d'autres termes, à peine plus d'un inscrit sur trois est indemnisé. Alors même que 67,5% des demandeurs d'emploi sont indemnisables, selon Pôle emploi.

1 293

Selon Pôle emploi, le montant mensuel brut moyen de l'allocation-chômage versée aux demandeurs d'emploi indemnisés par l'assurance-chômage est de 1 293 euros. Bien moins qu'un Smic donc.

16

L'Unédic constate une baisse 16% en moyenne de l'indemnisation du fait de la dernière réforme de l'assurance-chômage entrée en vigueur en 2021. L'organisation constate aussi une baisse de 20% des ouvertures ou rechargements de droits par rapport à 2019.

pas naturel, il n'est pas là car les gens sont fainéants, contrairement à la propagande du patronat. Il organise ce chômage pour faire pression sur les salaires ». Elle juge que cette réforme s'inscrit dans un objectif plus global d'Emmanuel Macron de « destruction du modèle social » : « Pour le patronat, le chômage doit faire peur, les privés d'emplois doivent être aux portes de la misère. » L'occupation de l'agence a duré toute la matinée, avec la réception de deux délégations de militants par Pôle emploi afin d'entendre leurs revendications. Ils ont alors une demande : un rendez-vous en préfecture pour la levée de l'occupation. Chose faite en début d'après-midi où la CGT a pu rappeler « qu'elle était prête à continuer à se mobiliser sur ce sujet et que la bataille n'était pas finie ». Amaury Baqué